

Willy Borsus : « Les recettes socialistes ont échoué »

Ce dimanche, le MR tient son congrès régional à Namur. À la tête du gouvernement wallon, Willy Borsus se positionne. Entre bilan et prospective.

● **Interview :**
Pascale SERRET

Willy Borsus, il reste à peine trois mois avant les élections. C'est l'entonnoir et de gros dossiers wallons sont en attente. Vos priorités ?

Il y en a encore une série : la réforme des APE (aides à la promotion de l'emploi), qui arrive au Parlement le 20 mars, la réforme de la sécurité routière avec le transfert des amendes administratives, le dossier d'investissement dans les hôpitaux pour plus de 1,3 milliard, et le bail à ferme. Quatre dossiers parmi d'autres. On est dans les délais.

On reproche à la majorité MR-cdH, qui n'a que 22 mois pour amener un bilan, d'avoir confondu vitesse et précipitation sur certains dossiers...

On a travaillé de façon extrêmement intense. C'est 2 300 décisions passées au gouvernement. Encore plus parlant : une centaine de réformes vont modifier le paysage énergétique, la gouvernance, les mesures concernant la rénovation des bâtiments, le renforcement du parcours d'intégration, le

bien-être animal, etc. En un an et demi, c'est considérable.

Mais vous n'avez pas été trop vite ?

Il y a urgence à agir en Wallonie. Les indicateurs économiques de 2017 n'étaient pas bons globalement. Un quart des Wallons confrontés à la pauvreté, une dette de 21 milliards, etc. Les échéances sont là : en 2024, les mécanismes de solidarité en termes de financement prennent fin. Le constat est clair, il faut oser les réformes et faire le job.

Pierre-Yves Jeholet (Emploi) dit qu'il s'en prend « plein la tronche » avec la réforme des APE mais qu'il n'est pas là pour plaire. Il parle de courage politique. C'est quoi, le courage, en politique ?

Il y a un temps pour la concertation et un temps pour la décision. Les gens ne veulent plus voir une Wallonie à la traîne encore et encore. C'est tout à l'honneur d'un mandataire politique de prendre ses responsabilités et d'assumer. La réforme des APE, on

en a parlé pendant des années mais jamais on ne l'a faite. Nous, si. On parle de 60 000 personnes et d'un budget de plus d'un milliard. **Vous parlez de concertation. Mais il y a de la frustration sur le terrain à cet égard. Il a fallu aussi insister beaucoup pour que des auditions soient organisées au Parlement.**

D'aucuns utilisent le terme « concertation » pour bloquer un dossier. On a assisté à une instrumentalisation syndicale, à une sorte d'intimité permanente entre les syndicats et le PS. La concertation a eu lieu avec les différents secteurs. Et le texte a évolué. Le budget aussi.

Et donc, vous réformez. Quitte à reporter certaines charges ou certains risques sur la prochaine majorité ?

On inscrit notre action dans le temps, c'est bien normal. Les nouveaux investissements hospitaliers, des objectifs en termes d'environnement, le plan infrastructures qui sera déposé sur la table prochainement... Gérer l'avenir, c'est de la saine gestion publique. Si on avait eu bien plus

tôt cette volonté de changement, la Wallonie serait dans une autre situation.

Par exemple ?

Entre 2008 et 2017, le taux d'emploi a évolué d'un demi-pourcent en l'espace de 10 ans. Un demi-pourcent ! Si on n'avait pas décidé de changer, on allait droit dans le mur. L'avenir de la Wallonie ne se fera pas en reproduisant des recettes du passé.

Quelles recettes du passé ?

Quand je vois Jean-Claude Marcourt qui mobilise sur sa propre liste Francis Gomez, un des patrons durs des métallos liégeois FGTB et quand je vois que Marc Goblet est aussi candidat PS... Ces recettes du passé ont échoué. Les recettes socialistes ont échoué. Pendant 32 ans, les socialistes ont participé et piloté le gouvernement. La réponse du PS aujourd'hui ? « Refaisons comme avant. Et amenons directement la FGTB sur les listes ». Si le projet d'avenir du PS, c'est de mettre la FGTB dans le cockpit d'une majorité, on va au-devant de grandes difficultés. ■

IL A DIT AUSSI**Un temps fort de la législature**

« La remise du mérite wallon aux familles des deux policières tuées dans l'attentat de Liège. »

Rempiler avec le cdH ?

« On a une vraie relation de confiance. On a eu un très très beau partenariat pendant cette mandature. Mon souhait,

c'est de poursuivre la même dynamique. Et, c'est ma préférence très nette, avec la même équipe. Mais la parole est aux électeurs. »

Sur la table des négociations gouvernementales, il y aura...

« Une exonération de 500 € de précompte immobilier pour les personnes qui ont leur première maison

d'habitation et l'exonération de tout impôt sur les 13 000 premiers euros gagnés dans toutes les situations. Un pas de plus pour alléger la pression fiscale. »

Ministre-président, c'était bien ?

« C'est une fonction très mobilisatrice, très prenante et enthousiasmante. On

joue un rôle d'entraîneur d'équipe de foot. On représente l'équipe, on incarne la volonté de bouger, de construire, de changer. Et on est aussi sur le terrain. C'est très intéressant ! »

Greta, Gro et le Green Deal

Lors de la dernière marche du jeudi pour le climat, Greta Thunberg est venue soutenir les jeunes Belges. Vous pensiez au climat quand vous aviez 16 ans ?

Je pensais à la nature, à la forêt, à la biodiversité. La préoccupation climatique était à l'époque (il y a 40 ans...) beaucoup moins prégnante. L'approche sociétale et globale d'aujourd'hui, ça a commencé avec le rapport de Gro Harlem Brundtland,

l'ex-Première ministre norvégienne.

Vous manifestiez, à 16 ans ?

Je ne manifestais pas. Mais j'étais déjà très sensibilisé politiquement.

Le monde politique dit avoir entendu les jeunes. Mais ils ne veulent pas d'une « oreille », ils veulent des décisions.

L'enjeu climatique est totalement prioritaire. Le bilan en

vironnement-énergie de ce gouvernement, c'est une dizaine de pages de mesures concrètes. Mais ça ne permet pas d'atteindre les objectifs de Paris sur le réchauffement climatique. Le mouvement des jeunes est important pour la mobilisation politique. Il faut transformer tout ça en un gigantesque « Green Deal ».

Faudra-t-il passer par des mesures plus contraignantes ?

De nouvelles taxations ?

C'est ce que fait souvent Écolo : légiférer rudement et taxer tout aussi rudement. La législation est l'échec de la mobilisation et de la conviction. Il faut mettre nos concitoyens en situation de pouvoir faire des choix respectueux de l'environnement. Je veux donner une chance à la conviction et aux alternatives. ■

P.S.

« Je dis à Stéphane, "ressaisis-toi" ! »

Le chef de l'opposition Écolo Stéphane Hazée dit que rien n'a vraiment changé depuis les conclusions d'enquête de la commission Publifin. Vous en dites quoi ?

Rien n'est plus faux. Je dis à Stéphane, « ressaisis-toi ! » (rires). Parmi les mesures les plus spectaculaires, le décret tutelle est une réalité ; la cession des activités de distribution est une réalité (RESA) ; la limitation des rémunérations est

une réalité ; le groupe prépare la cession des parts majoritaires de toutes les activités concurrentielles ; les comités de secteur ont été supprimés, etc. Sur environ 80 recommandations de la commission, 90 % sont aujourd'hui réalisées. Ce ne sont pas des intentions. Les faits sont les faits. On ne peut pas le nier.

Ce qu'on ne peut pas nier, c'est que les mêmes personnes sont

toujours aux manettes.

Ce qui avait été annoncé, avec le tempo annoncé, c'est rigoureusement ce qui s'est passé. Le groupe emploie 3 000 personnes. Je veux que la cession majoritaire des activités concurrentielles se déroule bien pour que ces 3 000 personnes aient un avenir. C'est un préalable au sort des personnes qui dirigent le groupe. C'est le dernier élément. ■

P.S.